



Conseil de sécurité

Soixante-quatorzième année

Provisoire

8611^e séance

Mercredi 4 septembre 2019, à 10 heures
New York

Président : M. Nebenzia (Fédération de Russie)

Membres :

Afrique du Sud	M. Matjila
Allemagne	M. Schulz
Belgique	M. Pecsteen de Buytswerve
Chine	M. Wu Haitao
Côte d'Ivoire	M. Ipo
États-Unis d'Amérique	M. Cohen
France	M. de Rivière
Guinée équatoriale	M. Edjo Momba
Indonésie	M. Syihab
Koweït	M. Alotaibi
Pérou	M. Meza-Cuadra
Pologne	M. Lewicki
République dominicaine	M. Singer Weisinger
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	M. Allen

Ordre du jour

La situation en Libye

Rapport du Secrétaire général sur la Mission d'appui des Nations Unies en Libye (S/2019/682)

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité*. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-0506 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>)



La séance est ouverte à 10 h 5.

Remerciements à la Présidente sortante

Le Président (*parle en russe*) : Étant donné qu'il s'agit de la première séance publique du Conseil de sécurité pour le mois de septembre, je voudrais saisir cette occasion pour rendre hommage, au nom du Conseil, à S. E. M^{me} Joanna Wronecka, Représentante permanente de la Pologne auprès de l'Organisation des Nations Unies, pour la manière dont elle a présidé le Conseil de sécurité pendant le mois d'août. Je suis certain de me faire l'interprète de tous les membres du Conseil en exprimant notre profonde reconnaissance à l'Ambassadrice Wronecka et à son équipe pour le grand savoir-faire diplomatique avec lequel ils ont dirigé les travaux du Conseil le mois dernier.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

La situation en Libye

Rapport du Secrétaire général sur la Mission d'appui des Nations Unies en Libye (S/2019/682)

Le Président (*parle en russe*) : Conformément à l'article 37 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite le représentant de la Libye à participer à la présente séance.

Conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite les intervenants suivants à participer à la présente séance : M. Ghassan Salamé, Représentant spécial du Secrétaire général et Chef de la Mission d'appui des Nations Unies en Libye, et M^{me} Marwa Mohamed, responsable du programme de communication et de sensibilisation de Lawyers for Justice in Libya.

M. Salamé se joint à nous par visioconférence depuis Tripoli.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

J'appelle l'attention des membres du Conseil sur le document S/2019/682, qui contient le rapport du Secrétaire général sur la Mission d'appui des Nations Unies en Libye.

À la présente séance, le Conseil de sécurité entendra des exposés de M. Salamé; de l'Ambassadeur Juergen Schulz, Représentant permanent adjoint de l'Allemagne, en sa qualité de Président du Comité du

Conseil de sécurité créé par la résolution 1970 (2011) concernant la Libye; et de M^{me} Mohamed.

Je donne maintenant la parole à M. Salamé.

M. Salamé (*parle en anglais*) : Je félicite la Fédération de Russie pour son accession à la présidence du Conseil de sécurité pour ce mois.

Je remercie le Conseil d'avoir exprimé son appui à l'occasion de la séance d'urgence tenue le 10 août (voir S/PV.8595), jour de l'attentat à la bombe perpétré à Benghazi qui a causé la mort de trois fonctionnaires des Nations Unies. Je voudrais rendre hommage à nos collègues et amis, Clive Peck, Hussein Abdalla Mahmoud El-Hadar et Seniloli Tabuatausole, dont la vie a été abrégée par cette attaque lâche. Clive et «Tabs», nom sous lequel M. Tabuatausole était connu, ont parcouru le monde en tant que membres du personnel de sécurité des Nations Unies, ce qui leur a permis d'accomplir un travail essentiel de rétablissement de la paix et de fournir une aide humanitaire vitale. Hussein faisait partie de la Mission d'appui des Nations Unies en Libye (MANUL) depuis près de six ans et devait se marier ce mois-ci. Le sacrifice qu'ils ont consenti, en tant que fonctionnaires des Nations Unies, pour la Libye et tous les Libyens ne sera pas oublié.

Je tiens également à rendre hommage aux deux membres de notre personnel qui se remettent encore de blessures graves et aux huit autres civils libyens blessés. Parallèlement à l'enquête interne menée par l'ONU sur cet incident, nous demandons aux autorités libyennes de coopérer avec nous dans le cadre de l'enquête et de traduire rapidement les coupables en justice. Je prie les États Membres de fournir à l'Organisation des Nations Unies toutes les informations dont ils pourraient disposer sur cette horrible attaque. L'ONU restera en Libye. Bien entendu, nous nous efforcerons d'atténuer les risques pour notre personnel et nos opérations. Mais l'ironie tragique, c'est que plus la situation sur le terrain s'aggrave, plus notre présence, nos efforts de médiation et l'aide humanitaire sont nécessaires. Le centre de l'ONU à Benghazi reste ouvert, et le nombre limité de fonctionnaires de l'ONU continue d'y travailler. Une décision à plus long terme concernant ce centre ne sera prise qu'après une évaluation plus complète de la situation sécuritaire dans la ville et des risques connexes.

Aujourd'hui, cinq mois jour pour jour se sont écoulés depuis que le général Haftar a lancé son offensive pour prendre le contrôle de Tripoli, mettant fin à un processus politique actif et prometteur et replongeant

le pays dans un nouveau conflit. Depuis le 4 avril, le conflit s'est étendu géographiquement et a fait payer un lourd tribut aux civils et aux combattants. À ce jour, plus de 100 civils ont été tués et plus de 300 blessés, tandis que 120 000 civils ont été déplacés. Il n'y a pas de chiffres confirmés sur le nombre total de combattants qui sont morts jusqu'à présent, mais, de source non confirmée, ce chiffre semble se situer à quelques milliers. Une nouvelle génération de jeunes Libyens répandent leur sang sur les champs de bataille, alors que leurs compétences pourraient être mieux utilisées pour reconstruire le pays.

Je voudrais appeler l'attention du Conseil sur le bombardement des aéroports. Une catastrophe a été évitée de justesse dimanche dernier, lorsqu'un avion de pèlerins revenant de La Mecque a échappé par miracle à une série d'obus tirés sur l'aéroport de Mitiga. Sept personnes ont été blessées. Je demande au Conseil d'appuyer fermement la condamnation de ces bombardements aveugles, qui menacent la vie d'un grand nombre de civils. L'ONU a toujours répondu aux demandes du Gouvernement d'entente nationale afin qu'elle inspecte les sites ayant fait l'objet d'attaques. Nous avons effectué plusieurs visites à l'aéroport de Mitiga, une à l'aéroport de Zouara et à d'autres sites civils, y compris le centre de détention de Tajoura, qui ont fait l'objet de frappes aériennes ou d'attaques par drone ou qui ont été touchés par divers projectiles depuis le 4 avril. Les rapports de toutes ces visites sont communiqués au Groupe d'experts et, si nécessaire, à la Cour pénale internationale.

La situation dans la ville de Mourzouq, dans le sud du pays, reste grave. Plus d'une centaine de personnes ont été tuées et beaucoup d'autres blessées dans les combats entre les communautés arabes locales et les Tebou. Cela inclut les frappes aériennes de précision du 4 août ciblant un rassemblement de représentants des Tebou, au cours desquelles plus de 40 personnes ont été tuées. Des milliers de personnes ont été déplacées, alors que les maisons et les commerces ont été pillés et incendiés. Le conflit local risque de prendre une dimension nationale à mesure que chaque partie mobilise derrière elle des acteurs nationaux. Des anciens de l'extérieur de Mourzouq ont tenté d'intervenir comme médiateurs pour mettre fin à la violence, mais, malheureusement, sans succès. Les 24 et 25 août, suite à plusieurs réunions préparatoires, j'ai organisé des rencontres séparées avec les représentants des communautés arabes et des Tebou pour évoquer la cessation de la violence et le retour des personnes déplacées et pour lancer une discussion sur

la manière de s'attaquer aux causes profondes des griefs afin d'éviter que des tensions futures ne dégénèrent à nouveau en conflits graves.

Les organismes humanitaires des Nations Unies ont fourni une assistance à 1 500 familles touchées par la violence à Mourzouq. Le rétablissement de la paix civile à l'échelon local fait partie intégrante de notre mission. C'est particulièrement vrai dans le sud, où les troubles survenus à Mourzouq pourraient gagner d'autres villes dans lesquelles différentes tribus et différents groupes ethniques ont jusqu'à récemment vécu en paix. La paix à l'échelon local doit également reposer sur des autorités locales stables. Je reste préoccupé par les tentatives faites par le gouvernement non reconnu de l'est pour établir son contrôle sur les municipalités locales. Les efforts déployés par le gouvernement provisoire pour organiser des élections municipales parallèles ou mettre en place des comités directeurs municipaux désignés par ses soins, y compris dans les municipalités où des conseils élus sont déjà en place, exacerbent les conflits locaux et fragmentent les structures d'État locales. C'est regrettable, étant donné que les autorités locales sont les institutions les plus résilientes et devraient jouer un rôle fondamental dans la réconciliation, la prestation des services et la reconstruction. Les Libyens sont largement d'accord sur la nécessité d'une plus grande décentralisation.

Les enlèvements et les disparitions forcées se poursuivent dans tout le pays. Je regrette de devoir annoncer que nous n'avons aucune nouvelle concernant le sort de la députée Siham Sergewa depuis qu'elle a été enlevée à son domicile à Benghazi le 17 juillet. Je renouvelle l'appel lancé aux autorités de l'est du pays pour qu'elles enquêtent sur la disparition forcée de M^{me} Sergewa et rendent publiques leurs conclusions. Les autorités sont responsables de la sécurité des personnes se trouvant dans les territoires qu'elles contrôlent. Elles doivent prendre toutes les mesures nécessaires pour déterminer où se trouve M^{me} Sergewa. La voix des représentants élus de la Libye ne saurait être réduite au silence par l'intimidation ou les disparitions forcées. Je me félicite de la poursuite de l'appui vocal de nombreux États Membres qui ont exigé le retour rapide de M^{me} Sergewa. Je réaffirme qu'il est absolument nécessaire que les responsables de violations du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme répondent de leurs actes devant les organes compétents.

Suite à mon appel en faveur de la fermeture progressive de tous les centres de détention de migrants et de réfugiés, le Ministre de l'intérieur a ordonné le 1^{er} août la fermeture de trois de ces centres. L'Organisation des Nations Unies a présenté un plan d'urgence au Gouvernement d'entente nationale sur d'autres options que la détention. Ce plan prévoit la libération en milieu urbain avec la fourniture d'une assistance et des soins de santé nécessaires, l'accès au marché du travail et l'identification de solutions durables en dehors de la Libye. Ces centres doivent être fermés par un processus graduel et délibéré dans le cadre duquel les organismes compétents des Nations Unies reçoivent les moyens dont ils ont besoin pour venir en aide à cette population vulnérable.

En dépit de ces appels et des affirmations du Gouvernement selon lesquelles le centre de détention de Tajoura, qui a été la cible des frappes aériennes meurtrières de juillet, a été fermé, des migrants continuent d'y être envoyés. Les migrants et les réfugiés continuent d'être détenus dans des centres contrôlés par des groupes armés, ce qui les met en grave danger. Près de 500 des personnes qui ont échappé à l'attaque de juillet contre le centre de détention de Tajoura sont entrées spontanément dans le centre de rassemblement et de départ, qui est géré par le département de la lutte contre l'immigration clandestine. Le centre abritant plus de 1 000 réfugiés, son infrastructure est surchargée et la situation humanitaire s'y détériore rapidement.

Des centaines de migrants et de demandeurs d'asile ont été interceptés par les garde-côtes libyens ces dernières semaines. Certains sont en cours de libération, d'autres sont transférés à des centres de détention. Nous connaissons au moins trois cas où les occupants de bateaux ont été immédiatement libérés lorsqu'ils ont débarqué sur le sol libyen. La MANUL a continué de recevoir des informations faisant état de détentions arbitraires d'une durée indéfinie de migrants et de réfugiés, d'extorsions et de passages à tabac, de trafics et de conditions de détention inhumaines, notamment de graves problèmes de surpopulation et de pénurie de nourriture et d'eau. Un financement urgent du Plan d'aide humanitaire de 2019 est nécessaire pour nous permettre de continuer à répondre aux besoins des plus vulnérables en Libye, y compris les migrants.

Il convient de noter qu'en réponse à l'appel que j'ai lancé le 29 juillet en faveur d'une trêve, le Gouvernement d'entente nationale y a réagi de manière explicite et positive. Le général Haftar, pour sa part, y

a également répondu favorablement, quoique de façon unilatérale et avec des conditions. La trêve a permis de réduire considérablement la violence sur les principaux fronts dans le sud de Tripoli et ailleurs. Il y a certes eu quelques violations, mais, d'une manière générale, la trêve a tenu pendant toute la durée des fêtes de l'Eïd al-Adha.

Malgré la reprise de la violence qui a suivi, le principe selon lequel les deux parties peuvent s'engager en faveur d'une trêve prolongée a été établi, et il ne fait aucun doute que le large appui public de la communauté internationale a joué un rôle important dans cette interruption des combats. Nous nous employons à faire fond sur la trêve de l'Eïd al-Adha en mettant en œuvre des mesures de confiance pour instaurer un cessez-le-feu plus robuste et de plus longue durée. Ce cessez-le-feu, quand il sera effectif, devra être suffisamment robuste pour garantir la stabilité aux Libyens et permettre la relance du processus politique. À cet égard, j'engage le Conseil à envisager d'ajouter au mandat de la Mission une disposition permettant d'apporter un appui évolutif au cessez-le-feu, quelle que soit la forme que prendra cette nouvelle trêve ou cessation des hostilités convenue par les parties. La violence en Libye est exacerbée par le flux d'armes, de munitions et de matériel de guerre supplémentaires dans le pays.

Les deux principales parties au conflit et les États Membres qui les appuient respectivement se livrent à des violations systématiques et souvent flagrantes de l'embargo sur les armes. Le Groupe d'experts serait en train d'enquêter sur plus de 40 cas plus ou moins graves, malgré l'absence de coopération de la part de la plupart des États Membres auteurs de ces violations. Malheureusement, l'embargo sur les armes n'est plus appliqué efficacement depuis le 4 avril, et il n'y a pas eu de saisies ni de perquisitions en mer, bien que ces activités soient autorisées au titre de la résolution 2473 (2019). Suite à l'arrivée signalée, tout récemment, de milliers de mercenaires dans le pays, le conflit risque de se prolonger et de s'aggraver.

Nous continuons de mobiliser l'appui national et international en faveur d'une nouvelle cessation des hostilités et de la reprise du dialogue. Après une longue tournée dans l'est du pays, mon adjointe chargée des affaires politiques s'est récemment rendue à Misrata dans le cadre de notre dialogue avec les communautés dans tout le pays. Étant donné que les combattants souffrent d'un épuisement généralisé sur le terrain, nous

mettons tout en œuvre pour renforcer la confiance entre les parties.

En dépit des discours belliqueux et d'une polarisation profonde dans le pays, la population, y compris les combattants eux-mêmes, est favorable à ce qu'il soit mis fin à la violence. En fait, les combattants sont parfois plus réceptifs à l'idée de mettre fin au conflit que certains responsables politiques. Les mesures de renforcement de la confiance entre les différents groupes participant au conflit comprennent l'échange de prisonniers, l'échange de dépouilles mortelles, les visites de familles aux prisonniers et dans certains cas, des appels téléphoniques pour prouver que les personnes concernées sont toujours en vie.

Parallèlement, j'ai lancé une campagne intensive auprès des parties prenantes internationales pour dégager un consensus concernant l'organisation d'une réunion internationale des parties concernées qui permettrait – grâce à un message sans équivoque – de mettre fin au conflit et de relancer le processus politique. En vue de la réalisation de cet objectif, je me suis rendu en Allemagne, à Malte, aux Émirats arabes unis, en Turquie et en Tunisie. Il y a deux jours, j'ai tenu de longues discussions constructives avec des hauts responsables au Caire. Je compte poursuivre ma tournée dans les jours à venir, en commençant par le Maghreb arabe.

Je tiens à remercier tout particulièrement le Groupe des sept grandes puissances pour leur message ferme appelant à la tenue d'une conférence internationale réunissant toutes les parties prenantes et tous les acteurs régionaux concernés par le conflit en Libye, ainsi que pour leur reconnaissance du fait que seule une solution politique peut permettre de garantir la stabilité de la Libye. Il ne fait aucun doute que, sans l'engagement des principaux acteurs étrangers impliqués en Libye, le conflit se poursuivra.

La conférence internationale est la deuxième mesure prévue dans le cadre de mon initiative en trois points. Nous voudrions que cette réunion soit une occasion pour la communauté internationale de faire passer un message ferme quant à la nécessité de respecter l'embargo sur les armes, de s'engager en faveur de la non-ingérence dans les affaires libyennes, de s'attaquer aux principales causes du conflit, telles que recensées par les Libyens eux-mêmes, et de souligner son appui clair et actif à toute formule politique qui ferait l'objet d'un accord entre les Libyens. Par conséquent, une réunion internationale, avec l'appui actif de nos partenaires au

sein des organisations régionales concernées, reste une condition *sine qua non* pour obtenir l'engagement des principaux acteurs étrangers, qui est indispensable pour mettre fin au conflit et relancer un processus politique pris en main par les Libyens.

De nombreux Libyens se sentent abandonnés par certains membres de la communauté internationale et exploités par d'autres. Sans l'appui indiscutable du Conseil et de l'ensemble de la communauté internationale en faveur d'une cessation immédiate du conflit libyen, je pense que nous serions confrontés à deux scénarios très déplaisants.

L'un de ces scénarios est un conflit persistant et prolongé de faible intensité qui aurait pour conséquences la poursuite du fratricide parmi les Libyens, la paupérisation de la population, l'exposition de migrants et réfugiés vulnérables à de nouvelles exactions, la destruction des infrastructures nationales déjà ravagées et l'aggravation de la menace du terrorisme transnational.

Un autre scénario tout aussi déplorable est celui d'une intensification de l'appui militaire apporté à l'une ou l'autre partie par leurs soutiens étrangers, ce qui entraînerait une escalade brutale dont il ne fait aucun doute qu'elle plongerait toute la région dans le chaos. L'idée qu'il faut donner une chance à la guerre et qu'une solution militaire serait possible est tout simplement chimérique. Je pense que le Conseil est capable de faire davantage, et que les Libyens méritent mieux.

Le Président (*parle en russe*) : Je remercie M. Salamé de son exposé.

Je donne maintenant la parole à l'Ambassadeur Schulz.

M. Schulz (Allemagne) (*parle en anglais*) : Conformément au paragraphe 24 e) de la résolution 1970 (2011), du 26 février 2011, j'ai l'honneur de faire rapport au Conseil de sécurité sur les travaux du Comité créé en application de cette résolution. Le rapport couvre la période allant du 30 juillet au 4 septembre 2019, durant laquelle le Comité a tenu une séance officielle et mené d'autres activités par approbation tacite.

Au cours de la séance officielle tenue le 30 août 2019, organisée pour donner suite à une recommandation figurant dans le rapport d'activité du Groupe d'experts, le Comité a mené des discussions sur l'application des sanctions avec 22 États Membres invités. Le Groupe d'experts a également présenté aux participants un exposé sur les différentes mesures de

sanctions. Dans leurs interventions, les membres du Comité et les États Membres invités ont abordé divers aspects du régime des sanctions, en insistant sur le respect de l'embargo sur les armes. Les États Membres invités ont également exprimé leur engagement à coopérer avec le Comité et avec le Groupe d'experts. Je compte proposer aux membres du Comité des mesures de suivi concernant certaines idées et propositions qui ont été présentées au cours de cette séance.

En ce qui concerne l'embargo sur les armes, le Comité a répondu à une demande d'orientation de la République de Corée. Le Comité a également reçu une mise à jour du Groupe d'experts au sujet des résultats préliminaires d'une étude de cas sur les frappes aériennes effectuées à Mourzouq le 5 août.

S'agissant du gel des avoirs, le Comité a reçu une notification de dérogation au titre du paragraphe 19 a) de la résolution 1970 (2011), présentée par le Royaume-Uni et portant sur les frais de justice de M^{me} Aisha Kadhafi, qui est inscrite sur la liste. Le Comité n'a pas opposé de fin de non-recevoir.

Le Comité a en outre reçu une demande de dérogation au titre du paragraphe 19 b) de la résolution 1970 (2011), présentée par la Suisse, en vue de permettre à une filiale du Libyan Africa Investment Portfolio, une entité inscrite sur la liste, de couvrir les dépenses découlant d'une décision rendue par une juridiction nationale. Le Comité a demandé à la Libye de fournir des informations complémentaires au sujet de cette demande de dérogation. Le Comité a également répondu au Royaume d'Arabie saoudite sur l'applicabilité du gel des avoirs à une entité précise.

En ce qui concerne l'interdiction de voyager, le Comité a fait droit, en modifiant les dates de voyage, à une demande de dérogation en application du paragraphe 16 a) de la résolution 1970 (2011) présentée par M^{me} Aisha Kadhafi. Par la suite, le Comité a été informé par Oman, l'État de résidence de M^{me} Kadhafi, qu'elle ne voyagerait pas. En outre, le Comité a reçu une réponse de l'Égypte au sujet des circonstances entourant le voyage de M. Abu Zayd Umar Dorda, un individu inscrit sur la liste, qui s'est rendu de la Libye en Égypte en passant par la Tunisie le 17 février.

Le Comité a écrit une lettre à la Libye au sujet des mesures visant à prévenir les exportations illicites de pétrole, notamment le pétrole brut et les produits pétroliers raffinés, en provenance de la Libye. Par cette lettre, qui faisait suite à une recommandation figurant

dans le rapport d'activité du Groupe d'experts, le Comité a demandé à la Libye de désigner un référent pour les questions liées au pétrole et de lui fournir ses coordonnées pour qu'il puisse correspondre directement avec celui-ci.

En outre, je voudrais rappeler que, dans mon précédent exposé au Conseil de sécurité (voir S/PV.8588), je l'ai informé que le Comité examinait des propositions, présentées par un État Membre, de désigner trois personnes impliquées dans le réseau criminel qui exploite illicitement du pétrole brut et d'autres ressources naturelles en Libye. À cet égard, le Comité a demandé à l'État Membre en question de lui fournir des informations supplémentaires. Le Comité a reçu un rapport du Royaume des Pays-Bas sur l'application des sanctions au cours de la période considérée, conformément au paragraphe 12 de la résolution 2441 (2018).

Enfin, dans une mise à jour datée du 5 août dernier, le Secrétariat a informé le Comité que les autorités tunisiennes n'avaient pas encore mis fin à la procédure judiciaire engagée contre M. Moncef Kartas, membre du Groupe d'experts, comme demandé par le Secrétariat, et que ses objets personnels, notamment son téléphone, son ordinateur portable et des documents, n'avaient pas non plus été restitués. Le Comité continue de suivre l'affaire, tout en rappelant le paragraphe 16 de la résolution 2441 (2018), dans lequel le Conseil de sécurité « prie instamment tous les États [...] de coopérer pleinement avec le Comité et avec le Groupe d'experts », ainsi que la Convention de 1946 sur les privilèges et immunités des Nations Unies.

Le Président (*parle en russe*) : Je remercie l'Ambassadeur Schulz de son exposé.

Je donne maintenant la parole à M^{me} Mohamed.

M^{me} Mohamed (*parle en anglais*) : Je m'appelle Marwa Mohamed. Je suis une défenseuse libyenne des droits de la personne qui œuvre en faveur de la paix et de la justice en Libye depuis plus de 10 ans. Aujourd'hui, je m'exprime en ma qualité de responsable du programme de communication et de sensibilisation de Lawyers for Justice in Libya. Nous sommes une organisation libyenne immatriculée au Royaume-Uni, dont l'action porte sur la Libye et qui travaille dans le pays en vue de promouvoir les droits de la personne, l'état de droit et l'accès à la justice.

Le soulèvement de 2011 a fait naître pour la première fois chez les Libyens un profond sentiment

d'appartenance et un désir d'appropriation de leur avenir collectif. La société civile s'est développée et a commencé à prendre des formes multiples. Mais cette dynamique a été perturbée par la multiplication des actes d'intimidation et de violence. L'assassinat en 2014 de Salwa Bugaighis, défenseuse des droits des femmes, qui a été abattue dans sa propre maison, a marqué un tournant. Depuis ce moment, la société civile a commencé à se retirer de l'espace public, de la direction de mouvements politiques et du militantisme. Le récent enlèvement et la disparition de la députée Siham Sergewa montrent clairement à quel point l'impunité totale dont jouissent les auteurs d'agressions et d'actes d'intimidation contre les militants, notamment les femmes, n'a fait que les enhardir.

Celles et ceux d'entre nous qui choisissent de se battre pour la paix et la justice en Libye continuent d'affronter la répression. Je m'adresse au Conseil de sécurité aujourd'hui en tant que membre de la société civile libyenne qui s'est engagée à reconstruire l'avenir de son pays – un avenir fondé sur l'état de droit et le respect des droits de la personne. Mais cela n'est possible que si nous travaillons ensemble. Ma déclaration aujourd'hui portera sur trois grands sujets de préoccupation : l'impact sexospécifique du conflit, le recours généralisé aux disparitions forcées et à la torture, et les attaques dirigées contre les civils et les biens de caractère civil.

Ce qui est arrivé à Salwa et à Siham illustre de manière plus générale les risques auxquels sont exposés les défenseurs des droits de la personne en général, et les femmes en particulier, lorsqu'ils militent en Libye. Depuis 2014, les défenseuses des droits de la personne sont régulièrement victimes de violences et de menaces fondées sur le genre, notamment des agressions physiques, des enlèvements, des violences sexuelles, ainsi que des insultes et des campagnes de dénigrement fondées sur le genre visant à les discréditer et à saper la légitimité de leur travail. Ces attaques ont également augmenté sur les médias sociaux. La menace de représailles en cas de participation à la vie politique ou à des activités de défense des droits de la personne, conjuguée à l'absence d'obligation de rendre des comptes pour de tels actes ou de mesures spécifiques par le gouvernement soutenu par l'ONU pour faire face à ces risques, a de fait contraint les femmes à se retirer de la vie publique.

La prolifération des armes en dépit de l'embargo sur les armes décrété par l'ONU, l'effondrement des institutions publiques et l'anarchie généralisée ont eu

un impact disproportionné sur la sécurité et la liberté de circulation des Libyennes. Les femmes vivant dans les zones touchées par le conflit sont exposées au harcèlement sexuel, au viol et aux enlèvements. D'après les 1 300 entretiens effectués par le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme et la Mission d'appui des Nations Unies en Libye (MANUL), la majorité des femmes et des filles migrantes et réfugiées ont systématiquement fait l'objet de viols collectifs par des trafiquants ou ont vu d'autres femmes et filles être emmenées pour subir des sévices au cours de leur voyage. Les femmes migrantes et réfugiées, qui se trouvent dans des centres de détention gérés entièrement par des gardiens de sexe masculin, sont également fouillées à nu et exposées à la violence sexuelle, notamment au viol. Toutefois, dans l'ensemble, la violence sexuelle et fondée sur le genre reste trop peu souvent dénoncée.

L'incapacité de l'État de contrôler les activités des groupes armés et des milices rend les femmes vulnérables et il n'est demandé compte à personne des agressions dont elles font l'objet. En l'absence d'une autorité étatique centrale, les femmes doivent assurer leur propre sécurité en adoptant un code vestimentaire spécifique, en ne voyageant qu'accompagnées par un homme ou en évitant de sortir la nuit. En conséquence, leur liberté de circulation et leur capacité de participer pleinement à la vie publique sont fortement limitées.

Compte tenu de l'impact sexospécifique du conflit sur les Libyennes, il est particulièrement important qu'elles participent de manière significative à tous les pourparlers politiques visant à instaurer une paix durable en Libye. La représentation symbolique des femmes ou leur inclusion à des étapes où elles ne peuvent avoir aucune influence sur l'issue finale compromet l'efficacité de tout accord de paix.

Depuis 2011, les disparitions forcées sont devenues un phénomène largement répandu en Libye, bien qu'elles soient rarement signalées par crainte de représailles. Les seuls chiffres officiels communiqués par le Ministère de l'intérieur datent de 2017 et indiquent que 257 personnes ont disparu en mars et avril à Tripoli seulement. Ce chiffre est probablement plus élevé sur tout le territoire de la Libye et sur la période de neuf années qui s'est écoulée depuis le début du conflit. Les milices enlèvent régulièrement des personnes à leur domicile, dans la rue, aux postes de contrôle ou sur les lieux de travail, puis les enferment dans des lieux de détention sans caractère officiel, hors de tout contrôle judiciaire, sans contact avec un avocat ni avec leur famille, et, le plus

souvent, les torturent et les maltraitent. La MANUL a indiqué que certaines personnes portées disparues avaient été détenues jusqu'à deux ans. D'autres n'ont jamais été retrouvées.

La disparition forcée de Siham Sergewa, députée et défenseuse des droits des femmes, qui avait exprimé un point de vue politique opposé à l'offensive de l'Armée nationale libyenne (ANL) contre Tripoli et appelé à la création d'un État civil, en est l'illustration la plus récente. Siham a été enlevée par des milices armées à son domicile à Benghazi, le 17 juillet dernier. Son sort demeure inconnu. Le cas de Siham est un cas parmi tant d'autres. Les disparitions forcées servent en Libye à décourager toute forme de dissidence et à adresser le message que certaines personnes sont au-dessus de la loi et peuvent agir en toute impunité. Si le principe de responsabilité n'est pas appliqué, ce cycle se perpétuera.

Depuis le début de l'offensive de l'ANL contre Tripoli, Lawyers for Justice in Libya, les militants sur le terrain et d'autres organisations internationales ont signalé que des civils et des biens de caractère civil avaient été pris pour cible sans discrimination. Il s'agit notamment des attaques contre l'aéroport de Matiga et contre le personnel et les installations médicales, en violation du droit international humanitaire, qui peuvent constituer des crimes de guerre.

Selon l'Organisation mondiale de la Santé, 106 civils ont été tués et 294 blessés, et plus de 10 000 personnes ont été déplacées à travers la Libye depuis avril. De surcroît, selon la MANUL, à la date du 15 août dernier, plus de 37 attaques avaient été perpétrées contre des travailleurs sanitaires et des installations médicales, dont 19 contre des hôpitaux, et 11 membres du personnel médical avaient été tués, en violation flagrante du droit international humanitaire. Les centres de détention de migrants n'ont pas non plus été épargnés. Une attaque aérienne contre un centre de détention officiel de migrants et de réfugiés à Tajoura a fait 46 morts et au moins 130 blessés en juillet.

Comme le Secrétaire général Guterres en a averti dans son dernier rapport sur la situation (S/2019/682), il est probable que le conflit libyen dégénère en guerre civile si des mesures ne sont pas prises immédiatement. La crédibilité du Conseil sera démontrée ou non en fonction de sa capacité à agir maintenant.

Nous appelons donc le Conseil de sécurité à exiger un cessez-le-feu immédiat pour mettre un terme au conflit actuel et garantir que tous les civils soient

protégés contre les attaques, notamment la violence sexuelle et fondée sur le genre, et à mettre fin aux transferts d'armes qui sont utilisées pour perpétuer la violence. Tous les États Membres doivent appliquer et faire respecter l'embargo imposé par l'ONU sur tous les transferts et toutes les ventes d'armes à la Libye. L'absence d'un message clair émanant du Conseil de sécurité est à l'origine de l'accumulation accrue d'armes par les deux parties, qui se poursuit à un rythme alarmant.

Le Conseil doit également exiger que toutes les parties au conflit rendent des comptes et appeler la Cour pénale internationale à lancer des enquêtes sur d'éventuels crimes de guerre et crimes contre l'humanité.

Nous appelons le Conseil à protéger les défenseuses des droits de l'homme. Les autorités libyennes doivent créer un environnement favorable pour toutes les femmes, notamment les défenseuses des droits de l'homme, les femmes qui contribuent à la consolidation de la paix et les dirigeantes politiques. Le Conseil doit exiger que les autorités libyennes, la MANUL et toutes les parties au conflit garantissent une participation pleine, équitable et véritable des femmes durant toutes les phases du processus de paix et de réconciliation. L'appui actif et public de la MANUL à une participation véritable des femmes au dialogue en période de conflit et de sortie de conflit signifierait clairement que la participation et la contribution des femmes sont non seulement vitales, mais nécessaires.

Enfin, tant que les parties belligérantes se disputeront le pouvoir, ce seront le peuple libyen et les civils sur le terrain qui paieront le plus lourd tribut, souvent au prix de leur vie. Ce sont leurs voix qui doivent guider les mesures que prendra le Conseil pour mettre fin au conflit et rétablir la paix en Libye.

Le Président (*parle en russe*) : Je remercie M^{me} Mohamed de son exposé.

Je donne maintenant la parole aux membres du Conseil qui souhaitent faire une déclaration.

M. Alotaibi (Koweït) (*parle en arabe*) : Je souhaite en premier lieu vous féliciter, Monsieur le Président, de votre accession à la présidence du Conseil de sécurité et vous souhaiter plein succès dans la gestion de ses travaux pour le mois de septembre. Nous tenons également à remercier la Pologne de la distinction avec laquelle elle a assuré la présidence du Conseil durant le mois d'août.

Je tiens tout d'abord à remercier le Représentant spécial du Secrétaire général et Chef de la Mission d'appui des Nations Unies en Libye (MANUL), M. Ghassan Salamé, de son exposé. Il peut être assuré de notre plein appui. Nous tenons également à remercier de son exposé S. E. l'Ambassadeur Juergen Schulz, Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1970 (2011) concernant la Libye. Nous remercions également de son exposé M^{me} Marwa Mohamed, responsable du programme de communication et de sensibilisation de Lawyers for Justice in Libya.

Je vais axer ma déclaration sur deux sujets, à savoir les événements politiques et sur le terrain, et l'évolution de la situation humanitaire. Concernant le premier sujet, nous saluons l'adhésion des parties libyennes belligérantes à la première étape du plan de M. Salamé, qui appelle à respecter la trêve humanitaire initiée à l'occasion d'Eïd al-Adha al-Mubarak, car cela a permis de limiter sensiblement les actes de violence. Nous espérons pouvoir en partir pour adopter des mesures de confiance en vue d'instaurer un cessez-le-feu. Dans le même temps, nous espérons que les parties libyennes feront une réponse concrète à la proposition en trois étapes du Représentant spécial, notamment l'organisation de réunions internationales et nationales qui conduiraient à renforcer les efforts en vue de la reprise du processus politique basé sur le dialogue. Cela permettrait de mettre fin aux divisions institutionnelles et d'instaurer une sécurité et une stabilité durables, en tant qu'aspect d'un processus démocratique global avec l'organisation d'élections présidentielle et parlementaires transparentes et crédibles sur la base des accords de Paris, Palerme et Abou Dhabi.

Pour atteindre cet objectif, le Conseil de sécurité doit rappeler à tous les États Membres qu'ils sont tenus de respecter leurs engagements en vertu des résolutions pertinentes du Conseil qui ont établi le régime de sanctions, dont la principale est l'embargo sur les armes imposé à la Libye. Dans son exposé, M. Salamé a malheureusement mentionné que certaines sanctions n'étaient pas appliquées, ce qui démontre leur inefficacité depuis le début du conflit en avril. Le non-respect des résolutions du Conseil de sécurité aura de graves conséquences, et la Libye ne pourrait participer activement aux forums internationaux. L'accent doit également être mis sur le rétablissement de l'état de droit dans tout le pays en renforçant l'État et son rôle dans l'édification d'institutions de sécurité unifiées ainsi que dans la limitation du contrôle exercé par

les groupes armés et de leur intervention au sein des institutions souveraines.

D'autre part, nous sommes profondément préoccupés par les informations fournies dans le rapport du Secrétaire général (S/2019/682) concernant l'afflux de combattants étrangers sur le sol libyen et leur participation au conflit en cours dans le pays. Cela ne fera qu'aggraver le risque de propagation des foyers du terrorisme et qu'enraciner les activités destructrices des terroristes. L'intensification récente des attaques du groupe terroriste Daech témoigne clairement de cette menace croissante à la sécurité et à la stabilité en Libye et dans la région.

En ce qui concerne l'évolution de la situation humanitaire, nous avons déjà indiqué que la souffrance humanitaire quotidienne du peuple libyen frère, liée à l'intensification des affrontements armés, touchait les plus vulnérables, à savoir les migrants illégaux dans les centres de détention. Nous appuyons la proposition du Représentant spécial de libérer ces migrants tout en leur fournissant des abris sûrs en attendant que leurs demandes d'asile soient prêtes, ou jusqu'à ce qu'ils bénéficient d'un appui au rapatriement.

Nous appelons les parties belligérantes libyennes à faire preuve de retenue, à respecter le droit des droits de l'homme et le droit international humanitaire, et à cesser de cibler les civils et les institutions civiles. Elles doivent autoriser les organismes et les travailleurs humanitaires à se rendre dans les zones touchées en toute sécurité pour fournir une assistance aux personnes dans le besoin.

M. Matjila (Afrique du Sud) (*parle en anglais*) : Je souhaite en premier lieu vous féliciter, Monsieur le Président, et féliciter la Fédération de Russie de son accession à la présidence du Conseil pour ce mois. Vous pouvez compter sur notre appui. De même, nous remercions la Pologne pour la manière dont elle a conduit les travaux du Conseil en août.

Je tiens à remercier M. Ghassan Salamé de son exposé sur la situation en Libye. Je remercie également le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1970 (2011) concernant la Libye, l'Ambassadeur Juergen Schulz, de son exposé sur les travaux du Comité, ainsi que M^{me} Marwa Mohamed, responsable du programme de communication et de sensibilisation de Lawyers for Justice in Libya, d'avoir sensibilisé le Conseil à l'incidence qu'a le conflit libyen

sur les femmes et les citoyens ordinaires dans toute la Libye.

L'Afrique du Sud félicite le Secrétaire général et le Représentant spécial, M. Ghassan Salamé, des efforts inlassables qu'ils déploient pour rapprocher toutes les parties libyennes et tous les acteurs libyens dans le but de parvenir à un accord sur un cessez-le-feu permanent. À cet égard, nous saluons la proposition en trois points du Représentant spécial du Secrétaire général visant à mettre un terme au conflit, à laquelle a fait écho M^{me} Mohamed.

Huit ans après le début du conflit libyen, le pays reste profondément divisé et au bord d'une guerre civile. L'incapacité des parties libyennes à se mettre d'accord sur le règlement du conflit a des conséquences ruineuses pour la Libye et l'ensemble de la région. En outre, cette crise exacerbe la crise des migrants. L'Afrique du Sud fait écho aux sentiments exprimés par le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine, qui a souligné

« la nécessité d'un règlement pacifique et consensuel de la crise libyenne, qui continue d'avoir une incidence néfaste sur la sécurité et la stabilité des pays voisins ».

Je souhaite mettre à profit la séance d'aujourd'hui pour axer mon intervention sur trois questions clefs.

Premièrement, le conflit en Libye ne peut avoir d'issue militaire. L'Afrique du Sud appelle donc toutes les parties à instaurer un cessez-le-feu permanent et à reprendre le dialogue politique. L'Afrique du Sud continuera d'appuyer la convocation d'un forum national pour la paix et la réconciliation, précédé d'une conférence de dialogue national visant à unifier le peuple libyen. À cet égard, nous saluons le rôle que joue la Mission d'appui des Nations Unies en Libye s'agissant d'appuyer ces processus.

Deuxièmement, ma délégation reste convaincue que le règlement de la crise libyenne repose sur des consultations et une coopération étroites entre l'ONU, l'Union africaine, l'Union européenne et la Ligue des États arabes. De même, nous appelons les pays voisins et ceux qui ont une influence sur les acteurs politiques à promouvoir un règlement négocié.

Troisièmement, l'Afrique du Sud souligne que l'embargo sur les armes doit être pleinement appliqué. Cet embargo est important non seulement pour freiner l'afflux d'armes en Libye, mais aussi pour endiguer l'afflux illicite d'armes dans la région du Sahel et

au-delà, lequel alimente les conflits et provoque l'instabilité ailleurs sur le continent africain.

L'Afrique du Sud appuie l'observation du Secrétaire général selon laquelle l'état de droit doit être rétabli dans toute la Libye. Cela devrait s'accompagner du rétablissement intégral du contrôle de l'État, notamment par le biais d'une stratégie de sécurité globale fondée sur des institutions de sécurité professionnelles, responsables et unifiées.

L'Afrique du Sud tient à bien faire comprendre au Conseil que tant qu'il y aura un conflit sur les ressources de la Libye, il sera difficile de parvenir à un consensus sur une solution. C'est pourquoi nous appelons à un dialogue global qui inclue un accord sur le partage des ressources par toutes les parties prenantes politiques afin de parvenir à une paix viable et durable pour tous les Libyens. Pour désamorcer le conflit libyen, il faut régler ce différend financier de longue date.

Enfin, nous prions instamment le Représentant spécial du Secrétaire général de veiller à ce que les femmes participent aux processus de règlement de la crise, comme l'a demandé M^{me} Mohamed. Les femmes constituent un bloc électoral important en Libye. C'est pourquoi leur participation aux processus politiques formels et informels reste d'une importance critique. Cela est conforme à un certain nombre de résolutions adoptées par le Conseil qui préconisent la participation pleine et équitable des femmes à la vie publique afin de construire et de maintenir une démocratie forte et dynamique.

M. Wu Haitao (Chine) (*parle en chinois*) : La Chine félicite la Fédération de Russie pour son accession à la présidence du Conseil de sécurité pour le mois de septembre. Nous sommes convaincus que, sous votre direction, Monsieur le Président, le Conseil aura un mois fructueux. La Chine affirme sa pleine coopération et son plein appui à vos travaux. Nous tenons également à remercier la Pologne, en tant que Présidente pour le mois d'août, pour sa contribution au bon déroulement des travaux du Conseil. La Chine remercie le Représentant spécial du Secrétaire général, M. Salamé, et l'Ambassadeur Schulz pour leurs exposés. J'ai également écouté attentivement la déclaration de la représentante de la société civile, M^{me} Mohamed.

La situation en Libye est dans la tourmente depuis plus de huit ans, soumettant le peuple libyen à d'énormes souffrances et entraînant la détérioration de la situation sécuritaire et humanitaire dans la région environnante.

La communauté internationale doit prendre des mesures efficaces pour aider la Libye à mettre fin aux hostilités et à reprendre le dialogue politique. La Chine souhaite faire les observations suivantes.

Premièrement, le processus politique doit être dirigé et pris en main par la Libye. La Chine félicite les parties concernées en Libye d'avoir honoré l'engagement qu'elles avaient pris de conclure une trêve pendant les festivités de l'Eïd al-Adha. Toutes les parties doivent s'en inspirer, garder à l'esprit les intérêts primordiaux de la Libye et de son peuple, renforcer la confiance mutuelle et rechercher des solutions par le dialogue et les consultations, en vue d'aboutir à une paix, une prospérité et une stabilité durables dans le pays.

Deuxièmement, la communauté internationale doit jouer un rôle constructif dans la recherche d'une solution à la situation en Libye. Il est impératif de défendre les buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies et de respecter la souveraineté, l'indépendance et l'intégrité territoriale de la Libye. La priorité doit être accordée à des questions telles que les combattants terroristes étrangers et l'afflux et la prolifération des armes en Libye. Les résolutions du Conseil doivent être strictement appliquées. Les pays influents doivent s'efforcer de promouvoir les négociations de paix et d'amener les parties à cesser les hostilités et à reprendre le dialogue.

Troisièmement, un appui doit être apporté à la Mission d'appui des Nations Unies en Libye et au Représentant spécial Salamé. Il importe également de tirer parti des avantages et des rôles de l'Union africaine, de la Ligue des États arabes et d'autres organisations régionales. Le Représentant spécial du Secrétaire général, M. Salamé, a présenté une proposition en trois étapes, qui fournit une approche pratique pour résoudre la situation en Libye. La communauté internationale doit créer les conditions propices à sa mise en œuvre, en particulier les deuxième et troisième étapes. L'Union africaine et la Ligue des États arabes sont bien placées pour assurer la médiation entre les parties au conflit et doivent être soutenues dans cette tâche afin d'œuvrer en synergie avec l'ONU.

Quatrièmement, la question des sanctions doit être traitée correctement. Dans les circonstances actuelles, il importe d'appliquer strictement l'embargo sur les armes imposé à la Libye. En même temps, le but des sanctions est de faciliter un règlement politique. Il faut éviter que les autres sanctions aient une incidence négative sur les civils libyens ou sur des pays tiers. Les sanctions ne

doivent pas non plus compromettre l'intérêt national de la Libye ni la vie des Libyens et la capacité à répondre à leurs besoins humanitaires. Le Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1970 (2011) concernant la Libye, son secrétariat et le Groupe d'experts doivent tous s'acquitter de leurs responsabilités dans le strict respect des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité.

La Chine soutient le peuple libyen dans sa quête de paix et de stabilité. La Chine a toujours maintenu une position impartiale sur la question libyenne et continuera de jouer un rôle constructif dans la promotion du règlement politique de la question libyenne. La Chine est prête à travailler avec la communauté internationale dans le cadre d'un effort énergique et concerté pour instaurer durablement la paix et la stabilité en Libye.

M. Ipo (Côte d'Ivoire) : Je saisis l'opportunité de cette séance d'information sur la Mission d'appui des Nations Unies en Libye (MANUL) pour féliciter la Fédération de Russie pour son accession à la présidence du Conseil et lui exprimer le soutien de ma délégation. Je lui adresse également tous mes vœux de succès. Je veux dire également merci à la Pologne pour la qualité de sa présidence durant le mois écoulé, et féliciter M. Ghassan Salamé, Représentant spécial du Secrétaire général, pour la qualité de sa présentation, laquelle est, comme toujours, très édifiante. Je remercie enfin l'Ambassadeur Juergen Schulz pour sa présentation instructive du rapport périodique sur les activités du Comité de sécurité créé par la résolution 1970 (2011) concernant la Libye ; ainsi que M^{me} Marwa Mohamed, pour son exposé éclairant sur les travaux de l'organisation non gouvernementale « Avocats pour la Justice en Libye ».

Le 21 mai 2019, le Représentant spécial du Secrétaire général appelait déjà l'attention du Conseil de sécurité sur les conséquences éventuelles des affrontements entre les troupes du maréchal Khalifa Haftar et les forces du Gouvernement d'entente nationale dirigé par le Premier Ministre Faiez Serraj (voir S/PV.8530). Depuis bientôt six mois que durent les hostilités pour le contrôle de la capitale, Tripoli, la crise libyenne est plus que jamais dans l'impasse. Elle ne semble guère montrer les prémices d'une issue proche.

À maintes reprises, la Côte d'Ivoire a exprimé devant le Conseil, à l'instar des autres États Membres, ses vives préoccupations relativement aux conséquences sécuritaires et humanitaires, des combats et leurs impacts sur le processus politique de sortie de crise. En attendant que les protagonistes réalisent qu'il n'y aura pas de paix juste et durable dans leur pays, en dehors

d'un processus politique inclusif, viable et crédible, la communauté internationale doit, hélas, se résoudre à poursuivre le triste décompte de ces affrontements qui s'élève à 1093 morts et plus de 105 000 personnes déplacées, selon des estimations du Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés datant du 9 août.

Tout aussi préoccupant est le sort des migrants subsahariens, victimes de toutes sortes d'abus et de violations des droits de l'homme dans les centres de détention, et dont 53 ont péri lors du bombardement du centre de Tajoura, le 3 juillet 2019. La Côte d'Ivoire tient à réitérer sa vive condamnation de cette attaque et appelle à la mise en œuvre sans délai d'une enquête crédible et indépendante afin d'identifier les auteurs et de les soumettre à la rigueur de la loi pour qu'ils répondent de leurs actes. Par ailleurs, mon pays souhaite vivement que les migrants repêchés au large des côtes libyennes soient traités avec humanité et dignité, et que leur rapatriement dans leurs pays d'origine, s'ils y consentent, se déroulent en lien avec les agences spécialisées des Nations Unies, conformément aux normes internationales en la matière.

Les livraisons avérées d'armes aux parties au conflit, en violation flagrante de l'embargo, demeurent une source de préoccupation pour mon pays, d'autant qu'elles alimentent un conflit dont l'enlisement semble éloigner chaque jour un peu plus les chances d'une reprise du dialogue inter-libyen. Aussi la Côte d'Ivoire souhaite-t-elle vivement la mise en œuvre effective de la résolution 2473 (2019), adoptée à l'unanimité le 10 juin, qui érige en obligation la stricte application de l'embargo sur les armes à travers le contrôle des vaisseaux au large des côtes libyennes.

Le respect de l'embargo sur les armes constituerait sans aucun doute un facteur déterminant dans la conclusion d'un cessez-le-feu durable, qui induirait *ipso facto* un environnement favorable à la relance du processus politique de sortie de crise.

Il urge en effet que la crise actuelle connaisse un dénouement politique rapide, qui permettrait la mise en place des conditions propices à l'extension de l'autorité de l'État sur toute l'étendue du territoire national et l'inversion de la dangereuse tendance à la sanctuarisation de l'État islamique dans certaines parties du pays.

La Côte d'Ivoire tient à féliciter à nouveau M. Salamé pour son engagement personnel et déterminé dans la quête du retour à la paix en Libye. Elle voudrait l'encourager à poursuivre ses efforts remarquables de

médiation auprès des parties belligérantes en dépit des obstacles nombreux et de tous ordres qu'il rencontre.

Mon pays demeure convaincu qu'il n'y aura de paix et de stabilité durables en Libye que dans le cadre d'un dialogue politique inclusif et crédible, et en appelle à l'instauration d'un cessez-le-feu sous l'égide de l'ONU. Pour ce faire, la communauté internationale, et au premier chef le Conseil de sécurité, doivent user de médiation et de bons offices afin de convaincre les parties de faire taire les armes et d'engager un dialogue direct sur toutes les questions qui nourrissent leurs divergences.

À cet effet, ma délégation se félicite du plaidoyer de l'Union africaine et du Groupe des Sept (G7) en marge du récent Sommet du G7 tenu à Biarritz en France, en vue de l'instauration d'une trêve et de la tenue d'une conférence inter-libyenne. L'organisation de cette conférence, que la Côte d'Ivoire appelle de tous ses vœux, devra se faire grâce aux efforts convergents de l'ONU et de l'Union africaine, conformément au cadre stratégique signé en avril 2017.

Mon pays voudrait à cet égard rappeler les termes du communiqué du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine à l'issue de sa réunion tenue le 5 juillet, qui souligne en effet le rôle central de l'Union africaine et sa disponibilité à œuvrer en étroite collaboration avec les pays de la région à la recherche de solutions durables à la crise libyenne.

C'est le lieu de rappeler par ailleurs les préoccupations exprimées par le Comité de haut niveau de l'Union africaine sur la Libye relatives aux ingérences extérieures persistantes qui polarisent davantage les positions des acteurs libyens et compromettent les efforts visant à obtenir le cessez-le-feu tant souhaité et à instaurer un dialogue fécond indispensable au retour de la paix et de la stabilité en Libye.

Pour conclure, je tiens une fois de plus à réaffirmer le soutien de mon pays au Représentant spécial du Secrétaire général ainsi qu'au personnel de la Mission d'appui des Nations Unies en Libye pour leurs efforts constants dans la recherche de solutions aux défis multiples auxquels la Libye est confrontée.

Mon pays est convaincu que, aussi complexes soient-ils, les obstacles qui se dressent sur la voie de la paix et de la stabilité restent surmontables, mais ils ne le seront définitivement que grâce à l'aspiration profonde du peuple libyen à la paix à travers une appropriation nationale forte du processus de sortie

de crise et un accompagnement soutenu de la communauté internationale.

M. Edjo Mamba (Guinée équatoriale) (*parle en espagnol*) : Tout d'abord, je voudrais vous féliciter à mon tour, Monsieur le Président, de votre accession à la présidence du Conseil de sécurité pour le mois de septembre et remercier la Pologne de son excellent travail le mois dernier.

Je remercie le Secrétaire général de son rapport (S/2019/682) du 26 août.

Nous remercions également de leurs exposés le Représentant spécial du Secrétaire général et Chef de la Mission d'appui des Nations Unies en Libye, M. Ghassan Salamé, et l'Ambassadeur Juergen Schulz, en sa qualité de Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1970 (2011) concernant la Libye. Nous remercions par ailleurs M^{me} Mohamed des informations qu'elle a fournies au Conseil.

Je voudrais commencer mon intervention en exprimant la solidarité de la République de Guinée équatoriale avec le peuple libyen. Nous nourrissons l'espoir qu'une solution sera trouvée à la grave crise qui sévit actuellement dans le pays et que la paix tant souhaitée par les Libyens et par les pays de notre région de l'Afrique sera rétablie.

Nous réaffirmons notre ferme appui au travail de titan effectué par M. Salamé et à son message sans faille selon lequel il n'y a pas de solution militaire en Libye. Nous appelons les parties à instaurer un cessez-le-feu immédiat et définitif et à reprendre le processus politique par un dialogue direct, franc et sans exclusive.

Nous abordons la séance d'aujourd'hui avec la plus vive préoccupation face à la situation et à la détérioration de la situation humanitaire. Nous sommes préoccupés par le nombre de civils tués et déplacés et par les plus de 5 000 migrants et réfugiés détenus arbitrairement dans des centres de détention, sans compter le nombre élevé de morts au large des côtes libyennes et en Méditerranée durant la période considérée.

Dans ce contexte, nous nous félicitons des mesures présentées par M. Salamé lors de la séance tenue le 29 juillet (voir S/PV.8588), notamment son appel à la fermeture des centres de détention que nous appuyons fermement en espérant qu'elle puisse se réaliser très bientôt.

Nous soulignons avec alarme les violations répétées du droit des droits de l'homme et du droit

international humanitaire. Nous condamnons les attaques visant les civils et les infrastructures civiles. Les attaques contre les aéroports de Zouara et de Mitiga entre le 15 et le 17 août et le 1^{er} septembre en sont des exemples récents. Nous condamnons également les attaques déplorables perpétrées contre le personnel de santé et ses installations, ainsi que les entraves à l'accès aux ressources de base telles que l'eau et l'électricité, entre autres.

S'agissant de la situation en matière de sécurité, nous regrettons vivement l'escalade du conflit, qui est aggravé par la présence de combattants étrangers et de terroristes actifs, ainsi que par les violations flagrantes au vu et au su de tous de l'embargo sur les armes par les principaux acteurs du conflit et d'autres États Membres de l'ONU. Le flux massif d'armes ne fait qu'exacerber le conflit et répandre l'instabilité et l'insécurité dans toute la région. Le Conseil doit être plus strict, s'exprimer sans ambiguïté sur cette question et adopter des mesures plus efficaces pour mettre fin à la crise.

Sans trop m'éloigner de cette question, qu'il me soit permis d'insister sur un aspect que nous mettons en exergue depuis longtemps et qui, selon nous, est et a été le principal obstacle qui a paralysé et continue de paralyser le travail de M. Salamé et celui de l'ONU : je veux parler de l'ingérence étrangère flagrante et délibérée en Libye. Il s'agit d'un facteur clef de cette crise qui, s'il n'est pas éliminé de l'équation, nous condamnera à une prolongation de ce conflit douloureux.

Comme nous l'avons indiqué à notre séance du 29 juillet, le Conseil et l'ONU doivent condamner énergiquement une telle ingérence, qui constitue une violation des principes de souveraineté et d'intégrité des États et, par voie de conséquence, de la Charte des Nations Unies et de l'un des piliers du Conseil, à savoir la préservation de la paix et de la sécurité. C'est pourquoi nous considérons qu'en ne condamnant pas cette ingérence et en ne prenant pas de mesures pour y mettre fin une bonne fois pour toutes, le Conseil et ses membres donnent une légitimité à ce type de conduite, laissant entendre une certaine permissivité de sa part. Nous ne pensons pas que ce soit l'image que le Conseil souhaite donner au monde.

Pour terminer, nous exhortons le Conseil et la communauté internationale à redoubler d'efforts pour trouver une véritable solution politique qui tienne compte des intérêts des Libyens.

Nous saluons l'action menée par l'ONU en coordination avec l'Union africaine et réaffirmons, comme l'a indiqué le Président de la Commission de l'Union africaine à la dernière Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique tenue au Japon du 28 au 30 août, que

« les problèmes africains doivent être réglés par les Africains eux-mêmes, comme en témoignent la signature, le 6 août, de l'accord de paix entre le Gouvernement mozambicain et l'opposition armée, la RENAMO – Resistência Nacional Moçambicana –, ainsi que la conclusion des accords politiques pour une transition démocratique au Soudan ».

Nous redisons notre solidarité avec le peuple libyen.

M. Syihab (Indonésie) (*parle en anglais*) : D'emblée, je voudrais, au nom de ma délégation, vous féliciter, Monsieur le Président, pour votre accession à la présidence du Conseil de sécurité pour le mois de septembre. Nous vous souhaitons plein succès.

Nous voudrions également féliciter la Pologne pour sa présidence couronnée de succès, le mois dernier.

Ma délégation tient à remercier les intervenants : M. Ghassan Salamé, Représentant spécial du Secrétaire général et Chef de la Mission d'appui des Nations Unies en Libye (MANUL); l'Ambassadeur Juergen Schulz, en sa qualité de Président du Comité créé par la résolution 1970 (2011) concernant la Libye; et M^{me} Marwa Mohamed, responsable du programme de communication et de sensibilisation de Lawyers for Justice in Libya.

Je souscris à l'observation formulée par le Secrétaire général dans son dernier rapport (S/2019/682), selon laquelle la plongée de la Libye dans l'incertitude politique et les hostilités armées sont profondément alarmantes. Il ne saurait y avoir de solution militaire au conflit en Libye. Je voudrais mettre en exergue les points suivants.

Premièrement, les opérations militaires doivent cesser immédiatement. Aujourd'hui, cela fait cinq mois depuis le début de la crise actuelle à Tripoli et dans l'ensemble de la Libye. Tout en nous félicitant de la trêve observée pendant le week-end de l'Eïd al-Adha, nous demeurons préoccupés par la situation sur le terrain, notamment par les attaques qui ont pris pour cible des installations civiles et l'attaque perpétrée à Benghazi le

mois dernier, qui a fait trois morts parmi le personnel de la MANUL. Nous présentons nos condoléances les plus sincères aux familles des victimes et appelons toutes les parties à respecter le droit international humanitaire et à faire preuve de retenue en ce qui concerne les attaques contre des installations civiles. Nous exhortons toutes les parties à cesser toute action militaire, à désamorcer les tensions sur le terrain et à reprendre les négociations politiques. À cet égard, je voudrais appeler de nouveau tous les États Membres à respecter pleinement l'embargo sur les armes ainsi qu'à ne pas intervenir dans le conflit et à ne pas prendre de mesures qui exacerbent le conflit, comme indiqué dans la déclaration à la presse du Conseil de sécurité en date du 5 juillet (SC/13873) et conformément à la résolution 1970 (2011).

Deuxièmement, l'Indonésie réitère son appel en faveur de la protection des civils. Selon le rapport dont nous sommes saisis, depuis le déclenchement des hostilités, plus de 100 000 personnes, dont la moitié sont des enfants, ont fui leurs habitations. Au total, 552 000 personnes ont besoin d'aide humanitaire. L'accès aux produits de base, comme l'eau, les produits alimentaires et l'électricité, est limité et les combats ont fait au moins 395 victimes civiles. En dépit de cette situation catastrophique, le Plan d'aide humanitaire pour la Libye de 2019 n'a été financé qu'à hauteur de moins de 29 %. Il ne fait aucun doute que les conditions sont déplorables; cette situation doit cesser.

Troisièmement, l'Indonésie appuie la convocation d'un dialogue libyen pour permettre aux Libyens de discuter pacifiquement de l'avenir de la Libye. Nous saluons et appuyons l'initiative prévoyant trois mesures présentée en juillet par le Représentant spécial, M. Salamé, lors de la dernière séance d'information du Conseil sur cette question (voir S/PV.8588). La trêve observée à l'occasion de l'Eïd al-Adha a été un premier pas qui, dans une certaine mesure, a permis de réduire la violence, notamment dans la région de Tripoli, comme l'a indiqué le Représentant spécial Salamé. Il s'agit d'une mesure très importante, qui non seulement marque le lancement de ce plan, mais qui est également une lueur d'espoir pour la Libye et la communauté internationale. Cela montre qu'il est possible d'instaurer la paix en Libye. Nous espérons transformer cette trêve en un cessez-le-feu durable grâce à des mesures de renforcement de la confiance.

La prochaine mesure, qui concerne la communauté internationale, est également essentielle pour appuyer le dialogue national libyen. Nous

appelons tous les partenaires et toutes les organisations régionales, notamment l'Union africaine et la Ligue des États arabes, à y participer de manière constructive et à maintenir leur appui sincère afin de trouver une solution permettant d'instaurer la paix en Libye.

L'Indonésie réitère son plein appui à la MANUL et au Représentant spécial, M. Ghassan Salamé, notamment à l'appel qu'il vient de lancer au Conseil pour qu'il envisage d'ajouter au mandat de la Mission une disposition permettant d'apporter un appui évolutif au cessez-le-feu, quelle que soit la forme que prendra toute nouvelle trêve ou cessation des hostilités convenue par les parties. Nous espérons vivement que le Conseil fera preuve d'unité pour concrétiser cet appui, dans le cadre du prochain renouvellement du mandat de la MANUL.

Pour terminer, nous espérons que nos déclarations au Conseil aujourd'hui seront bien accueillies par les Libyens et que nous pourrons faire ce pour quoi nous sommes tous ici : sauver des vies.

M. Meza-Cuadra (Pérou) (*parle en espagnol*) : Je voudrais tout d'abord vous féliciter, Monsieur le Président, pour l'accession de votre pays à la présidence du Conseil de sécurité pour le mois de septembre et remercier la Pologne de sa présidence couronnée de succès en août.

Nous nous félicitons de la convocation de la présente séance et nous remercions le Représentant spécial du Secrétaire général, M. Ghassan Salomé, l'Ambassadeur Jurgen Schulz et M^{me} Marwa Mohamed de leurs exposés édifiants sur les faits nouveaux survenus sur le terrain.

D'emblée, nous voudrions réitérer la nécessité pour les parties de reprendre le dialogue en vue de parvenir à une solution politique, qui est la seule viable dans ce contexte. Pour ce faire, il faut décréter un cessez-le-feu immédiatement et sans conditions, suivi de mécanismes de renforcement de la confiance et de processus d'unification institutionnelle, notamment des forces de sécurité, l'objectif ultime étant de prévenir une nouvelle escalade, dont il ne fait aucun doute qu'elle profiterait aux groupes terroristes présents sur ce territoire.

Tout en réaffirmant notre appui au plan présenté par le Représentant spécial Salamé, nous saluons les efforts déployés par la Mission d'appui des Nations Unies en Libye (MANUL) pour préserver le processus politique grâce à des réunions en parallèle, dans lesquelles les femmes étaient fortement représentées.

Comme M^{me} Mohamed nous l'a rappelé, cela est essentiel dans le cadre de toute solution politique, sociale et économique. Dans le même temps, nous saluons les initiatives prises par de jeunes Libyens pour promouvoir des trêves humanitaires.

Nous sommes particulièrement préoccupés par les graves violations des droits de l'homme commises par toutes les parties dans le cadre du conflit libyen, notamment les allégations concernant l'utilisation d'enfants soldats. À cet égard, il est impératif que les auteurs de ces violations répondent de leurs actes. Les attaques aveugles et la destruction d'infrastructures civiles essentielles, notamment les frappes aériennes contre des hôpitaux et des agents sanitaires et humanitaires, doivent faire l'objet d'enquêtes et être punies. À cela s'ajoute la grave situation humanitaire que connaît le pays suite à l'augmentation incessante du nombre de déplacés en raison de la violence et de la destruction des services de base, et notamment les conditions précaires et dégradantes dans lesquelles vivent les migrants et les réfugiés dans les centres de détention, qui, comme le propose le Représentant spécial, doivent faire l'objet d'un nouvel examen ou être fermées. Cela va dans le sens de l'affirmation du Secrétaire général selon laquelle la Libye n'est pas actuellement un havre sûr en vue du débarquement de réfugiés et de migrants et que les mesures qui s'imposent doivent être prises à cet égard, notamment en mettant tout en œuvre pour que les migrants et les réfugiés ne retombent pas entre les mains des trafiquants.

L'appui actif de la communauté internationale est essentiel dans tous ces domaines. En particulier, dans le cadre des efforts visant à mettre fin à la crise actuelle, il est primordial de respecter strictement l'embargo sur les armes imposé par le Conseil et de s'abstenir de prendre de mesures susceptibles d'aggraver la situation actuelle.

Pour terminer, nous voudrions exprimer notre solidarité au peuple libyen et réaffirmer notre appui au Représentant spécial Salamé et à toute l'équipe de la MANUL pour le travail louable et essentiel accompli dans des conditions extrêmement difficiles, tout en appuyant la prorogation de leur mandat. À cet égard, nous nous félicitons de la réouverture des bureaux des Nations Unies dans l'est du pays et nous encourageons la Mission à poursuivre ses efforts en faveur d'un dialogue politique global en coordination avec le Gouvernement d'entente nationale et en appui à celui-ci.

M. Schulz (Allemagne) (*parle en anglais*) : Tout d'abord, Monsieur le Président, qu'il me soit permis,

à mon tour, de vous présenter nos meilleurs vœux de succès pour votre présidence et de remercier la Pologne pour le brio avec lequel elle a assuré la présidence le mois dernier.

Je tiens à remercier le Représentant spécial du Secrétaire général, M. Salamé, et M^{me} Mohamed de leurs exposés édifiants. Je voudrais faire quatre brèves observations.

Premièrement, en ce qui concerne l'embargo sur les armes, l'afflux continu d'armes en Libye, en violation flagrante des résolutions du Conseil de sécurité, nuit au peuple libyen et porte atteinte à l'autorité du Conseil de sécurité et doit cesser. Il affaiblit également la volonté des parties au conflit de négocier, sapant ainsi les efforts de médiation déployés par le Représentant spécial Salamé. Nous exhortons à nouveau tous les États à prendre immédiatement les mesures qui s'imposent pour garantir l'application intégrale et stricte de l'embargo sur les armes. Le non-respect du régime de sanctions a de graves conséquences pour la Libye. Nous exhortons donc tous les États Membres de l'ONU à cesser immédiatement toute livraison d'armes. Les flux illicites d'armes doivent cesser, et ce dès maintenant. Autrement, les hostilités risquent de s'intensifier plus encore.

Deuxièmement, s'agissant de la voie politique à suivre, il n'y a pas de solution militaire pour la Libye, et ce dont le pays a actuellement besoin, c'est d'un cessez-le-feu immédiat, de négociations entre les parties au conflit et d'un élan dans cette direction de la part de tous les acteurs extérieurs ayant une influence sur elles.

Je tiens, d'abord et surtout, à réitérer notre ferme appui au Représentant spécial du Secrétaire général Salamé et à son équipe de la Mission d'appui des Nations Unies en Libye (MANUL), ainsi qu'à l'action importante qu'ils mènent sans relâche dans des conditions aussi difficiles que dangereuses. Nous nous emploierons à renouveler et à renforcer le mandat de la MANUL dans les semaines à venir. Nous appuyons résolument le plan en trois points que le Représentant spécial Salamé a proposé au Conseil dans son précédent exposé (voir S/PV.8588) en vue de relancer un processus politique sans exclusive sous les auspices de l'ONU.

Nous nous félicitons de l'engagement pris par les parties de respecter une trêve pendant l'Eïd al-Adha, ainsi que de la réduction considérable de la violence le long des principales lignes de front pendant cette période. Cette première étape positive doit maintenant ouvrir la

voie à un cessez-le-feu prolongé, solide et durable. Nous demandons donc à tous les acteurs concernés d'appuyer la mise en œuvre du plan en trois points, de conclure un cessez-le-feu véritable et d'user de leur influence pour ramener toutes les parties au processus politique.

Troisièmement, le conflit en Libye, alimenté par les flux continus d'armes, a provoqué une catastrophe humanitaire, et les exposés du Représentant spécial Salamé et de M^{me} Mohamed nous ont rappelé que les personnes les plus vulnérables dans les zones touchées par le conflit, ainsi que les migrants et les réfugiés, ont particulièrement besoin de protection immédiate. Nous condamnons fermement toutes les attaques contre les civils, les infrastructures civiles et les travailleurs sanitaires, et exhortons une fois de plus toutes les parties au conflit à respecter le droit international humanitaire pour éviter de nouvelles pertes et à protéger la vie des civils.

Nous nous félicitons de la décision des autorités libyennes de fermer trois centres de détention, mais il importe que ces fermetures soient mises en œuvre progressivement et que les personnes libérées reçoivent un soutien de la part des autorités libyennes et des organisations humanitaires internationales.

Enfin, je tiens à remercier tout particulièrement M^{me} Mohamed de son exposé très instructif sur la situation des femmes en Libye aujourd'hui. La société civile joue un rôle important dans de nombreux domaines et à bien des égards, qu'il s'agisse de dénoncer les crimes commis, de protéger les femmes, de créer des réseaux de soutien ou de donner une voix aux femmes. Nous condamnons fermement les violences sexuelles perpétrées contre les femmes et les filles migrantes. L'absence d'une autorité étatique centrale et la non-application du principe de responsabilité pour les crimes de violence sexuelle et fondée sur le genre sont alarmantes et alimentent le sentiment d'insécurité générale et le climat de peur.

L'enlèvement de Siham Sergewa, membre de la Chambre des représentants, en est un exemple éloquent. Il montre combien il est dangereux pour les femmes de participer au processus politique en Libye de nos jours, au vu des représailles engagées contre les femmes qui brisent le silence ou participent à des activités politiques et sociales. Nous voulons que Siham soit libérée rapidement pour qu'elle puisse faire entendre sa voix. Son cas est un rappel brutal que la participation des femmes aux processus politiques et à la consolidation de la paix est absolument essentielle.

Le Président (*parle en russe*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la Libye.

M. Elmajerbi (Libye) (*parle en arabe*) : Tout d'abord, je vous félicite, Monsieur le Président, de votre accession à la présidence du Conseil de sécurité pour le mois en cours. Je vous souhaite plein succès.

Je remercie le Secrétaire général de son rapport sur la Mission d'appui des Nations Unies en Libye (MANUL) (S/2019/682); le Représentant spécial du Secrétaire général, M. Ghassan Salamé, de son exposé sur les derniers faits survenus dans mon pays; et le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1970 (2011) concernant la Libye, M. Schulz, de son exposé sur les travaux du Comité.

Cela fait cinq mois aujourd'hui, le 4 septembre, qu'a débuté l'agression contre la capitale de mon pays, où vit un tiers de la population libyenne. Cette agression a causé la mort de centaines de Libyens, notamment des civils. Cette attaque sans discrimination a également entraîné le déplacement de dizaines de milliers de citoyens et la destruction des infrastructures de la capitale, y compris le seul aéroport utilisé par l'ensemble des citoyens de toutes les régions de Libye.

La guerre se poursuit sans relâche. Hélas, les intérêts régionaux et internationaux ont pris le pas sur les intérêts du peuple libyen, qui aspire à un État démocratique et civil où règne la primauté du droit. Ma délégation tient à exprimer sa sincère gratitude à l'ONU, à l'Union africaine et à l'Union européenne pour tous les efforts qu'elles déploient pour trouver une solution et mettre fin à cette agression. Nous réaffirmons également que ces efforts échoueront sans une initiative internationale unifiée, qui associe toutes les parties prenantes internationales concernées par la question libyenne. Les résultats d'une telle initiative doivent être contraignants pour tous. Quiconque hésite ou fait obstacle à un tel accord doit rendre des comptes à la communauté internationale, en particulier au Conseil de sécurité, car cela risque de déstabiliser la Libye et d'ébranler l'unité de ses institutions.

Ma délégation se félicite du dernier rapport du Secrétaire général, en particulier de son accueil favorable de l'initiative politique du Président du Conseil de la présidence visant à mettre fin à la crise en cours. À cet égard, nous nous félicitons de l'appel lancé par le Représentant spécial du Secrétaire général Salamé en faveur de l'organisation d'une conférence internationale

sur la Libye, à laquelle participeraient toutes les parties prenantes internationales ayant des intérêts en Libye.

Nous estimons cependant qu'il est impératif de tenir une réunion nationale libyenne avant une telle conférence internationale, comme cela avait été prévu avant l'attaque contre la capitale. Cela nous permettrait d'arrêter une position nationale qui représenterait la volonté du peuple libyen et serait appuyée par la suite par la communauté internationale, et non l'inverse. L'un des objectifs serait d'adopter une position commune pour mettre fin à l'ingérence négative de certains pays. Cela enverrait également un message clair à toutes les parties quant à la nécessité de parvenir rapidement à un accord établissant les mesures constitutionnelles et juridiques requises pour la tenue des élections législatives et présidentielle dans des délais précis, afin de mettre un terme à la situation chaotique actuelle du peuple libyen. Cela mettrait également fin à ses souffrances causées par les violations de ses droits fondamentaux, du fait de désaccords et de guerres injustifiés.

Dans son rapport, le Secrétaire général évoque les raisons qui compromettent le processus pacifique visant à atteindre l'objectif qu'est la tenue d'une conférence nationale globale. Il impute le report de la conférence à la guerre lancée contre Tripoli le 4 avril dernier. Mon gouvernement a donc demandé au Conseil de sécurité d'agir sans tarder afin de s'opposer à cette agression flagrante et de mettre un terme à l'attaque. Le Conseil doit également demander des comptes aux responsables de cette agression et appliquer ses résolutions pertinentes, qui ont toujours appelé à une solution pacifique, puisque c'est le seul moyen de mettre fin à cette crise.

Malheureusement, les membres du Conseil procrastinent. Si le Conseil avait assumé ses responsabilités et mis en œuvre ses résolutions sur la Libye, nous aurions pu sauver des centaines de jeunes Libyens et de migrants qui sont morts en raison des bombardements aveugles. Néanmoins, en tant qu'État Membre de l'ONU, mon pays continue d'espérer que le Conseil adoptera rapidement les mesures urgentes nécessaires pour mettre fin à cette agression insidieuse afin que le pays puisse reprendre le processus politique et avancer sur la voie de la paix, qui est la seule solution satisfaisante pour tous les Libyens, qui nourrissent toujours de grands espoirs à cette fin.

Les conditions déplorables résultant de la guerre dans mon pays offrent un terrain fertile aux organisations terroristes, qui ne font pas de distinction entre les Libyens de l'est et de l'ouest du pays. Les activités et

les agissements de ces organisations menacent la paix et la sécurité en Libye et dans le monde entier. Mon gouvernement condamne avec la plus grande fermeté les derniers attentats terroristes commis en Libye. L'appareil de sécurité dans l'ouest du pays s'attache à démanteler les organisations qui profitent de la guerre pour commettre des crimes détestables contre les institutions nationales et les civils.

À cet égard, nous rappelons au Conseil que la guerre contre le terrorisme et ses organisations est une lutte internationale à laquelle le Gouvernement d'entente nationale et ses alliés participent. Nos forces de lutte antiterroriste continuent de combattre le terrorisme dans diverses zones critiques partout dans le pays, en coopération et en coordination directes avec les États-Unis d'Amérique. Nous demandons au Conseil d'aider notre pays à éliminer les conditions qui permettent aux terroristes d'atteindre leurs objectifs et de continuer à se propager, compte tenu en particulier du vide sécuritaire créé par les dernières attaques.

En ce qui concerne la nécessité de tenir les criminels pour responsables de leurs actes au regard du droit international humanitaire, mentionnée par le Secrétaire général dans son dernier rapport, la délégation de mon pays appelle une fois de plus le Conseil à constituer une équipe d'établissement des faits pour enquêter sur les crimes commis contre les civils et les installations sanitaires, ainsi que les centres de détention de migrants. Une des tâches de cette équipe consisterait à déterminer qui est responsable d'actes tels que les bombardements aveugles contre les quartiers d'Intisar et Abou Salim commis au début de la guerre et contre le centre de détention de migrants illégaux de Tajoura le 2 juillet, ainsi que des attaques contre des hôpitaux de campagne civils. La dernière violation de cette nature a été le bombardement de l'aéroport civil de Mitiga il y a deux jours, qui a blessé un grand nombre de travailleurs et de pèlerins et endommagé plusieurs avions civils. Ces violations flagrantes doivent faire l'objet d'enquêtes immédiates. C'est pourquoi nous appelons de nouveau la Cour pénal internationale à accélérer ses procédures et à poursuivre les auteurs de ces attaques en tant que criminels de guerre.

Ma délégation fait écho à l'appel lancé par le Secrétaire général aux États dans son dernier rapport afin que ceux-ci réexaminent les politiques qui appuient le renvoi des migrants sur les côtes libyennes. Nous soulignons également l'importance de la coordination internationale à cet égard, car la responsabilité de

prendre en charge ces migrants ne doit pas être assumée exclusivement par la Libye, en tant que pays de transit, mais plutôt par la communauté internationale, y compris les pays d'origine et de destination. Il faut également fournir l'aide nécessaire à ces migrants afin qu'ils puissent être rapatriés et retrouver leurs familles, à travers l'adoption d'un mécanisme international chargé de superviser la mise en œuvre et le financement de cette opération. Nous sommes d'accord avec le Secrétaire général, qui écrit dans son rapport que la Libye n'est pas une destination sûre pour les migrants à la lumière des problèmes de sécurité existants liés aux désaccords politiques et à la guerre menée contre la capitale depuis cinq mois.

Ma délégation souligne que, de même que tous les pays ont le devoir de maintenir la sécurité et la stabilité de leurs peuples, c'est le Gouvernement d'entente nationale reconnu sur le plan international qui a la charge de combattre l'agression contre Tripoli. Nous réitérons notre position, à savoir qu'un agresseur ne peut être un partenaire au sein d'un État civil démocratique. L'expérience passée a montré que les agresseurs rejettent les institutions nationales et s'opposent catégoriquement à ce que l'armée soit placée sous le contrôle d'une autorité civile. Mon gouvernement réitère son rejet de l'appel à un cessez-le-feu basé sur le statu quo, qui placerait l'agresseur sur un pied d'égalité avec les victimes de l'agression. Nous rejetons totalement ce scénario.

Mon gouvernement souligne également qu'il n'épargnera aucun effort pour contrer l'agression, au mieux de ses capacités, jusqu'à ce qu'il vienne à bout de l'agresseur. Nous lancerons une nouvelle phase qui sera différente des précédentes qu'a connues le pays depuis 2011. Nous travaillerons tous de concert en tant que Libyens pour bâtir un État solide débarrassé des groupes armés et de l'autoritarisme.

Pour terminer, nous tenons à remercier Mme Marwa Mohamed de son exposé et nous la félicitons d'avoir informé le Conseil des violations dont sont victimes les femmes libyennes, notamment les enlèvements et les assassinats. À cet égard, nous soulignons que dans les circonstances politiques actuelles, ces violations touchent malheureusement tout le monde – hommes et femmes. Pour régler ce problème particulier et protéger les droits de l'homme en général, il faut que la communauté internationale appuie les efforts du Gouvernement d'entente nationale jusqu'à ce que l'on parvienne à un règlement politique qui mènera à la formation d'un gouvernement solide qui contrôlera

l'ensemble du territoire libyen et sera en mesure de lutter contre toutes ces violations ainsi que d'en tenir les auteurs pour responsables.

Étant donné que M^{me} Mohamed est libyenne et qu'elle défend les droits de l'homme, en particulier ceux des femmes en Libye, elle aurait dû prononcer sa

déclaration en arabe afin que tous les Libyens – hommes et femmes – puissent comprendre directement ses paroles.

Le Président (*parle en russe*) : J'invite à présent les membres du Conseil à poursuivre l'examen de la question dans le cadre de consultations.

La séance est levée à 11 h 35.